

Richard Lizurey : « Face au terrorisme, chaque gendarme a appris à réagir »

Le directeur général de la gendarmerie dévoile les leçons tirées après l'assassinat d'Arnaud Beltrame.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

À LA TÊTE de 100 000 femmes et hommes, le général d'armée Richard Lizurey décrypte le changement d'état d'esprit provoqué par la tragédie de Trèbes, les évolutions du maintien de l'ordre et explore les chantiers de son institution.

LE FIGARO. - Un an après, le sacrifice du colonel Beltrame a-t-il changé l'état d'esprit dans l'institution ?

Richard LIZUREY. - Sans aucun doute ! L'assassinat d'Arnaud Beltrame a marqué une évolution au sein de la maison gendarmerie. Son principal enseignement est que ce genre d'attaque peut arriver n'importe où, n'importe quand, et peut frapper n'importe qui. Jusque-là, nous étions plutôt habitués à des attentats dans de grandes villes. Là, Trèbes, une ville de la France moyenne, a été endeuillée. Tous nos militaires d'active ou de réserve, mais aussi leur famille, qui constitue une cible, font depuis preuve d'une vigilance accrue de chaque instant. Les liens avec la population ont été renforcés pour détecter des changements de comportement, des signaux faibles de radicalisation. Cet assassinat a inscrit dans la conscience de chacun et de chacun qu'il faut se préparer au cas où...

Le GIGN, on s'en souvient, est arrivé alors que la prise d'otages était finie. Quelles conclusions en avez-vous tirées ?

L'affaire de Trèbes a démontré toute la pertinence de notre schéma national d'intervention, qui prévoit de dépêcher en vingt minutes maximum l'unité la plus proche. Le contrat a été rempli puisqu'un peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie « Psig Sabre » était sur place moins de quinze minutes avant le renfort d'une antenne du GIGN. Après, nous avons tiré des enseignements de la ciné-que de l'événement mettant en scène d'abord un acte terroriste de type tuerie de masse, puis une prise d'otages. C'est ce scénario, où se mêlent armes et explosifs, qui a légitimé l'intervention du GIGN. Maintenant, il faut réfléchir sur la complémentarité des moyens entre l'échelon central et l'échelon local pour être encore plus opérationnels.

C'est-à-dire ?

Demain, par exemple, nous pourrions déployer à travers le territoire des moyens de « dépiégeage d'assaut », à savoir des spécialistes capables de détecter et de neutraliser les explosifs afin de garantir la capacité de progression d'une colonne d'assaut. Dans le supermarché de Trèbes, où des engins artisanaux avaient été déposés, ce genre de compétence aurait été utile.

On se souvient que, le soir du 13 novembre 2015, le GIGN était venu sans pouvoir intervenir dans Paris. Quel pourrait être sa plus-value dans le cadre d'un nouvel attentat dans la capitale ?

Il faut savoir travailler sur la complémentarité des capacités. Chaque unité a des compétences spécifiques et, à ce titre, le GIGN dispose d'un savoir-faire particulier en matière d'explosifs potentiellement très précieux dans le cadre d'une crise majeure. Dans cette perspective, il est bien entendu normal que le GIGN se mette à disposition de l'autorité concernée. Il ne s'agit pas

de venir pour venir, mais d'apporter cette plus-value qui a du sens pour l'action.

Les attaques ont montré, comme à Trèbes ou dans le quartier de l'Opéra à Paris, que ce sont les policiers et les gendarmes du quotidien qui sont aux avant-postes. Comment les rendre plus efficaces ?

Nous savons que le primo-intervenant, c'est en effet le gendarme de brigade qui, un jour, peut être confronté à un acte terroriste. À ce titre, il bénéficie d'abord d'une formation initiale, intégrant notamment des notions de tueries de masse. Je précise : on n'attend pas qu'il monte à l'assaut mais qu'il se poste, analyse la situation, rend compte et riposte s'il est pris à partie comme ce qui s'est passé à Dammartin, quand un gendarme a ouvert le feu pour toucher l'un des frères Kouachi. Nous sommes ici dans le schéma d'un combat de rencontres. Pour faire face, chaque brigade territoriale dispose de deux gilets pare-balles lourds, deux casques et deux boucliers. Par ailleurs, 150 Psig Sabre patrouillent dans tout le pays armés de fusils d'assaut et nous multiplions des exercices dans chaque département, comme l'avait fait Arnaud Beltrame en travaillant sur une attaque de supermarché, trois mois avant son assassinat. Enfin, chaque gendarme départemental remet à jour ses connaissances pendant une semaine au Centre national de formation de la sécurité publique, basé à Dijon, pour réagir au mieux face à une attaque terroriste.

Comment être plus réactif ?

Avec des mesures simples et efficaces. Ainsi, dans le cadre d'un attentat ou d'une suspicion, j'ai émis l'obligation pour chaque militaire, quel que soit son grade, d'appeler directement le directeur général. Mon portable est accessible à tous, il est dans l'annuaire de la gendarmerie. Et cela marche ! Il y a parfois des fausses alertes, mais c'est très intéressant car j'ai l'information en direct et restituée de manière exacte. Bien évidemment, le commandement opérationnel reste absolument en proximité. En cas d'attentat, la chaîne d'information doit être la plus courte et réactive possible. Cela permet de désamorcer certaines rumeurs et fausses alertes en direct, comme ce fut le cas lors d'un assassinat dans une maison de retraite religieuse près de Montpellier.

Sur le front des « gilets jaunes », les gendarmes ont été engagés lors du saccage des Champs-Élysées samedi dernier. Que retirez-vous de cette séquence ?

Je retiens que nos forces ont été confrontées à une violence extrême. Dès le matin, ce qui est nouveau, on a vu des gens aller au contact pour agresser. C'était une vraie logique de casseurs, qu'ils soient porteurs ou non de gilets jaunes. Nous étions face à une population globalement homogène, partagée entre ceux qui agissaient contre les troupes et ceux qui les encourageaient en filmant. Dans l'escadron qui a protégé l'Arc de triomphe, nous avons déploré seize blessés, dont un qui s'est fait casser la mâchoire par un pavé et va porter une plaie à vie. On nous accuse beaucoup de violences, mais je rappelle juste que si un gendarme tire au LBD ou lance une grenade lacrymogène, c'est que quelqu'un le met en danger.

« L'affaire de Trèbes a démontré toute la pertinence de notre schéma national d'intervention, qui prévoit de dépêcher en vingt minutes maximum l'unité la plus proche », assure le général d'armée Richard Lizurey (ici, le 19 mars à Paris).

SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO



Le gendarme se caractérise par son fort attachement à la culture militaire, son esprit de corps, sa rusticité, sa robustesse et sa résilience

RICHARD LIZUREY



Dans le cadre de son plan anticasseurs, le premier ministre a annoncé le déploiement de drones, de produits marquants et de vidéos dans les services d'ordre. Vos unités sont-elles prêtes ?

Oui, elles le sont d'autant plus que nous avons déjà déployé des drones à Notre-Dame-des-Landes. Ils servent alors à éclairer le commandant d'unité, qui est au ras du sol derrière ses troupes et un mur de boucliers, sur ce qui se passe dans le camp d'en face et à anticiper la manœuvre des émeutiers. Sur le plan de la vidéo, tous nos escadrons sont équipés d'une cellule d'imagerie opérationnelle. Baptisée CIOF, elle a déjà pour mission de tout filmer pour recueillir des éléments de preuves contre les vandales, mieux judiciariser les faits mais aussi dédouaner les forces lorsqu'elles sont mises en cause. Des produits marquants, quant à eux, pourraient être testés.

Cela va faire dix ans que la gendarmerie a quitté le ministère de la Défense pour rejoindre celui de l'Intérieur. Pourrait-elle un jour abandonner son statut militaire ?

On peut toujours tout imaginer car rien n'est jamais éternel, mais il faudrait en mesurer toutes les conséquences. Aujourd'hui, nous avons deux forces correspondant à deux réalités opérationnelles différentes. La police répond à une concentration de population, la gendarmerie doit répondre à une problématique de territoire en couvrant 95% du pays. Pour cela, elle s'appuie sur de petites unités appelées à offrir un service public de qualité et en permanence. Donc, il n'y a pas de notion de temps de travail à avoir et c'est bien l'intérêt du statut militaire de pouvoir assurer cette continuité. Sans le statut militaire, une brigade à cinq ou six hommes ne pourrait fonctionner. Outre cette disponibilité au service, le statut militaire permet de protéger des personnels en outre-mer ou à l'étranger mais aussi d'interagir avec les armées. Le gendarme se caractérise par son fort attachement à la culture militaire, son esprit de corps, sa rusticité, sa robustesse et sa résilience. Je pense notamment à nos hommes à Mayotte, qui peuvent vivre dans des conditions pré-

caires et manger pendant trois mois des rations de combat...

De manière concrète, qu'est-ce qu'a apporté ce rapprochement police-gendarmerie dans la sécurité des Français ?

D'abord, cela a permis de vraies économies d'échelle : depuis janvier 2014, un service regroupe les achats d'habillement, d'équipements de protection, de voitures ou encore d'armes. Sur le plan opérationnel, nous faisons vivre en commun une Direction de la coopération internationale offrant aux Français l'un des réseaux de représentation les plus importants ou encore le Service des technologies et des systèmes d'information, qui développe des applications partagées entre policiers et gendarmes pour une efficacité plus grande. Cela est vrai pour les tablettes tactiles NéoGend et NéoPol déployées sur le terrain mais aussi, à terme, pour la radio du futur appelée à remplacer les réseaux Acropole de la police, Rubis de la gendarmerie et Antares de la Sécurité civile. Enfin, depuis quelques années, une coopération opérationnelle est renforcée sur le terrain pour que la force la plus proche puisse envoyer des renforts là où c'est nécessaire. Quand il y a un problème dans une ville, les policiers peuvent compter sur les gendarmes de la proche couronne. Les zones de compétence administratives s'effacent devant l'urgence et les nécessités.

Dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, la gendarmerie revient aux sources en déployant de nouvelles brigades de contact.

Cette mesure est-elle efficace ? Absolument ! Le bilan est extrêmement positif si j'en crois le retour des élus, qui nous renvoient l'image d'un service bien fait. Avant, les gens voyaient passer nos voitures bleues. Maintenant, nos gendarmes s'arrêtent, prennent le café, vont au marché, participent au conseil municipal, patrouillent le samedi soir pour s'adapter à leur biotope. Ils ont retissé le lien avec la population. Mon leitmotiv reste le même : la gendarmerie n'existe pas pour elle-même mais pour les citoyens qu'elle est chargée de protéger. ■

LA TOMBE DE BELTRAME, LIEU DE PÈLERINAGE

Il ne se passe, dit-on dans le village de Ferrals-les-Corbères, pas une semaine sans qu'un visiteur ne demande où se trouve la tombe du colonel Arnaud Beltrame. Quant à la mairie, elle reçoit régulièrement des lettres à l'adresse de la famille du soldat, qui vit toujours là. Situé entre Carcassonne et Narbonne, Ferrals-les-Corbères (1 200 habitants) est un cimetière connu depuis un an une affluence particulière liée à la présence de la sépulture de ce gendarme élevé au rang de héros national. Régulièrement fleurie par des anonymes, la dernière demeure du colonel Beltrame est matérialisée par un amas de terre. Sans pierre tombale, elle était jusqu'ici surplombée d'une simple croix de bois. Un chapelet y avait été suspendu. L'ornement de la tombe devait changer avant ce samedi, avec une croix celtique en référence aux origines bretonnes du soldat. Dimanche, un hommage particulier doit lui être rendu par la commune. Et dans les jours qui viennent, le groupe scolaire du village portera le nom de « école Arnaud-Beltrame ».

GUILAUME MOLLARET